

## VIOLENT RÉQUISITOIRE DE OULD KABLIA CONTRE LA SÛRETÉ NATIONALE

## «Il faut une révolution dans la police»

LE MINISTRE de l'Intérieur a relevé un manque de couverture du territoire national et a surtout insisté sur une gestion transparente des deniers publics.

■ NABIL BELBEY

**A**u travail ! Sitôt installé, le nouveau Dgsn aura la lourde tâche de repenser de fond en comble un corps qui se trouve toujours sur la ligne de front. Qu'il s'agisse des fléaux sociaux ou du terrorisme, la police est très sollicitée, d'où les exhortations du ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, au général-major Abdelghani Hamel, le nouveau patron de la police. L'organisation de la Sûreté nationale « doit être revue et repensée », a déclaré hier, à Alger le ministre de l'Intérieur.

C'est donc une véritable révolution qui se préparerait au sein du corps. « L'organisation de la Sûreté nationale doit être revue et repensée en tenant compte du contexte sécuritaire, de la poussée de la criminalité, de l'évolution de ses formes (cybercriminalité, crime organisé) et des exigences techniques, technologiques et scientifiques imposées par la modernisation » de cette institution, a indiqué M. Ould Kablia lors de la cérémonie d'installation du nouveau directeur général de la Sûreté nationale. Affirmant que l'organigramme instauré par le décret 92-93 du 31 octobre 1992 est « largement dépassé », M. Ould Kablia a rappelé que certains aménagements ont été apportés au fil des années, mais « sans ancrage juridique réel ».

Il a souligné la nécessité d'« améliorer l'organisation territo-



Un corps qui se trouve toujours sur la ligne de front

Ph. : R. Bouadina

riale des structures et renforcer la couverture sécuritaire, particulièrement les zones insuffisamment dépourvues pour se rapprocher des normes d'encadrement et de couverture mondiale admises ».

Le ministre de l'Intérieur a relevé, à cet effet, un manque de couverture du territoire national en Sûretés urbaines avançant le chiffre de 567 sûretés urbaines pour 1 541 communes. Malgré les « efforts importants », a-t-il relevé, il reste à

faire « beaucoup » pour développer en nombre et en qualité, les sûretés de daïra, les sûretés urbaines, les brigades mobiles de police judiciaire, les unités républicaines de sécurité, les Brigades de recherches et d'investigation de l'immigration clandestine, ainsi que les laboratoires de police scientifique et technique.

Il a fait savoir que les ressources budgétaires allouées à la Sûreté nationale ont considérablement

augmenté, ces dernières années, avec 51% de 1999 à 2004 et 165% de 2004 à 2009 avec un pic depuis 2007.

« Nous continuerons à apporter un soutien financier approprié à l'effort de développement de la Dgsn », a assuré M. Ould Kablia, appelant, en revanche, à « une rationalisation des dépenses, une optimisation des moyens et une amélioration des méthodes de gestion ». M. Ould Kablia a insisté particulièrement sur « le respect des normes réglementaires relatives à la dépense publique et la transparence dans la gestion des deniers publics ». « Il faut dynamiser le rôle de l'inspection générale de la Dgsn pour qu'elle accompagne l'institution dans cet effort de rigueur et de transparence », a-t-il insisté.

S'agissant de la ressource humaine, le ministre s'est prononcé pour une stratégie « qui s'appuie à la fois sur des démarches prévisionnelles », mais surtout, a-t-il dit, « une approche par la compétence capable de valoriser le poten-

tiel humain de la Dgsn et de le mobiliser autour d'un projet de développement et de rénovation porteur de modernité, d'ouverture et de proximité vis-à-vis du citoyen ».

Abordant la question relative au statut des personnels de la Sûreté nationale, le ministre de l'Intérieur a promis qu'il aboutira « dans les meilleurs délais », prenant à son compte la valorisation des métiers de cette institution en traçant des profils de carrière motivants.

M. Ould Kablia a, en outre, indiqué que le réseau des établissements de formation sera renforcé par la création d'une académie de la police « capable de prendre en charge la formation continue des cadres avec des méthodes pédagogiques modernes ».

Le ministre a appelé les éléments de la Sûreté nationale à se mobiliser « pour une autre bataille, celle du professionnalisme, de la compétence et de la modernité, au service d'une mission noble et vitale ».

N. B.

## L'EDITORIAL

### SINGULIER !

■ KARIM MOHSEN

Il manquait cette précision, le président américain, Barack Obama, n'a pas manqué de l'apporter, à l'issue de son entretien avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu : « Il ne faut pas singulariser » Israël en le montrant du doigt quant à la dénucléarisation du Proche-Orient. Cela, précise-t-il, « pourrait miner la tenue de la conférence internationale pour un Proche-Orient dénucléarisé » prévue en 2012. Tout le monde le sait, les USA en tout premier lieu, qu'Israël dispose d'un arsenal nucléaire estimé entre 180 et 300 bombes atomiques. Cela étant, attention, l'Etat hébreu n'est cependant pas concerné par le projet de dénucléarisation du Proche-Orient. C'est du moins ce que laisse entendre M.Obama en mettant les pieds dans le plat. Du coup, nous dit-il, il ne faut pas « singulariser » Israël en trop insistant sur son arsenal nucléaire, en mettant en exergue le fait que ce pays refuse d'adhérer au TNP (traité de non-prolifération nucléaire) ni d'ailleurs, au Ctbt (interdiction totale des essais nucléaires) ou exclut les inspections de l'agence de sûreté nucléaire de l'ONU (Aiea). M.Obama a souligné, explique la présidence américaine dans un communiqué, « (...) que la conférence pourrait seulement avoir lieu si tous les pays se sentent assez en confiance pour y participer » et d'avertir que « toute tentative de stigmatiser Israël rendra improbables les perspectives d'une telle conférence ». Donc - cela est on ne peut plus clair - si jamais une telle conférence (dénucléariser le Proche-Orient) a lieu, ce sera pour examiner l'état des lieux en la matière, de l'ensemble des pays de la région, mais pas Israël, qui apparaît ainsi non concerné, même s'il serait le principal invité de la conférence, comme le laisse entendre le président Obama, selon lequel « Israël a des obligations exceptionnelles en matière de sécurité ». Le président américain confirme subséquemment ce que nous avons toujours affirmé dans ces colonnes : Israël est un Etat hors normes, auquel le droit international ne s'applique pas et n'est pas tenu de s'expliquer sur son arsenal nucléaire, une exigence pour tout autre Etat dans le monde, notamment lorsque celui-ci est arabe et musulman. Il est regrettable d'avoir à appuyer sur ce particularisme, mais le constat est bien là : hier, l'Irak a quasiment été détruit pour des soupçons de programme nucléaire militaire et de possession de l'arme atomique, suspicions qui se sont avérées, après coup, sans fondement. Il en est de même, aujourd'hui, avec l'Iran harcelé depuis dix ans - menacé même (par Israël et les Etats-Unis) de frappes nucléaires - et sommé d'abandonner sa politique de recherche et d'enrichissement nucléaire, alors que rien n'est venu jusqu'ici corroborer les accusations portées contre Téhéran. Demain, ce sera peut-être l'Algérie qui aura à s'expliquer sur son nucléaire. Cela a d'ailleurs, déjà été fait dans les années 90 avec une campagne de presse haineuse de la part des médias américains et... israéliens qui ont mis à l'index l'Algérie soupçonnée de vouloir fabriquer la bombe atomique. Il y a quelques semaines, Washington a mis en garde la Jordanie quant à l'exploitation de son gisement d'uranium. Cela fait tout de même beaucoup, quand l'interdiction du nucléaire semble se concentrer sur les seuls musulmans. Il y a bien l'exception de la Corée du Nord. Cependant, outre le fait que ce pays s'est délibérément mis au banc de la société mondiale, c'est une puissance nucléaire de fait et s'est déclaré comme tel. Dès lors, c'est bien au voisinage arabe d'Israël que l'on prétend interdire l'accès et la maîtrise du processus nucléaire. Toutefois, si singularité il y a, c'est bien cette ahurissante déclaration du président de la première puissance nucléaire mondiale qui justifie le fait qu'Israël échappe à la logique universelle de l'expertise de non-prolifération nucléaire et de son contrôle par l'Aiea. Tous les pays du monde tombent ainsi sous le coup d'une telle expertise sauf de fait, Israël. Cela est inacceptable.

K. M.

#### SÉCURITÉ À L'ENTRÉE D'ALGER

### Les barrages seront maintenus

Les points de contrôle de police, dressés à l'entrée de la capitale, sont absolument nécessaires, a affirmé hier à Alger, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia qui dit partager la préoccupation des citoyens qui se plaignent des points de contrôle très lourds à l'entrée de la ville. Ce sont des points dissuasifs, dotés d'équipements de détection de tout moyen de destruction à bord de véhicules, a-t-il expliqué. Il a affirmé que l'effort des

services de sécurité porte essentiellement sur la capitale où les effectifs, tout autant que les actions de renseignement et de vigilance, sont extrêmement importants. L'ANP, la Gendarmerie nationale et la garde communale ont également un travail similaire au niveau des campagnes, des montagnes et des zones reculées, a-t-il soutenu. Il a affirmé que le terrorisme n'est pas totalement éradiqué, mais qu'il est contenu, combattu et réduit.

#### ABDELGHANI HAMEL, NOUVEAU DGSN

### Un homme, deux qualités et deux défis

IL DEVRA extirper les racines du terrorisme et juguler la criminalité.

■ MOHAMED SADEK LOUCIF

**L**a police tient enfin son gendarme ! Nouvellement promu général-major, Abdelghani Hamel est, désormais, le Directeur général de la Sûreté nationale (Dgsn). De l'avis des observateurs les plus avertis, le nouveau Dgsn a deux qualités indéniables : il appartient à un corps d'élite, la Gendarmerie nationale dont il a dirigé la fine fleur, la Garde républicaine.

Et il chapeaute une structure-clé : la police. Aussi, il aura à relever deux défis, à savoir extirper les dernières racines du terrorisme et juguler la criminalité, un fléau né de l'après-tragédie nationale. Ce qui fait dire aux mêmes observateurs : un homme, deux qualités et deux missions capitales. Sa nomination couronne un brillant parcours.

Il a dirigé depuis 2008 la Garde républicaine. Il sera remplacé à ce poste par le général-major Méliani. De 2005 à 2008, il était à la tête du groupement des gardes-frontières (GGF) au Commandement de la Gendarmerie nationale. Durant l'exercice 2004/2005, il a dirigé d'une main de fer dans un gant de velours le groupement de la Gendarmerie d'Oran. Sa réussite sur ce plan est due à sa compétence et... à sa connaissance de cette région.

Le nouveau Dgsn est originaire de l'ouest du pays. L'enfant de Tlemcen est âgé de 52 ans. Son parcours jalonné de succès fait de lui l'un des hommes de confiance du président de la République. Et sa nomination officielle comme Dgsn fait foi. Le général-major Abdelghani Hamel a pris ses fonctions à la tête de la Dgsn depuis hier.

Sa nomination a été rendue publique, mercredi dernier, lors d'une cérémonie présidée par Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales. Laquelle cérémonie s'est déroulée à l'Ecole de police de Châteauneuf à Alger. Son arrivée à la tête de la police intervient dans un contexte particulier. Ces dernières semaines, le pays a connu une recrudescence inquiétante du terrorisme. En 15 jours, l'hydre terroriste a fait 17 morts. Parmi ces victimes figurent pas moins de 14 gendarmes.

La veille du 5 Juillet, les terroristes ont tué trois gendarmes dans la wilaya de Jijel. Le compte macabre ne s'arrête, malheureusement, pas à ce niveau.

Le 30 juin dernier, Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a assassiné 11 gardes-frontières à Tinzouatine, au fin-fond du Sud algérien. Les tentacules du mal n'ont pas épargné les civils. Pour preuve, pas moins de 5 personnes ont été tuées par un groupe armé dans la wilaya de Tébessa.

Sa rigueur permettra d'asseoir une stabilité durable au sein de la police. Ces derniers temps, le bruit a couru sur un malaise qui rongerait les rangs de la Sûreté nationale. La rumeur évoquait le « délabrement de la situation » au sein du service des renseignements généraux (RG). Cette thèse, Aziz Affani, l'ex-Dgsn par intérim, l'a rejetée en bloc lors d'une visite de travail dans la wilaya de Annaba. La lutte contre la criminalité constitue également l'une des priorités du nouveau Dgsn. Son passage à la tête des GGF lui confère un capital expérience important pour mener à terme cette mission. Son arrivée à la tête de la police annonce une période de vaches maigres pour les trafiquants de tout bord. Ainsi, les réseaux terroristes seront privés de leurs différents soutiens.

M. S. L.